



Assemblée générale

Distr. limitée
12 novembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Troisième Commission

Point 109 b) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme :

questions relatives aux droits de l'homme,

y compris les divers moyens de mieux assurer

l'exercice effectif des droits de l'homme

et des libertés fondamentales

**Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Équateur, Liechtenstein, Mexique
et Panama : projet de résolution**

Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant également l'importance fondamentale que revêt le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales et de l'état de droit, y compris face au terrorisme et à la crainte du terrorisme,

Rappelant ses résolutions pertinentes sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, en particulier les résolutions 49/60 du 9 décembre 1994 et 51/210 du 17 décembre 1996, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité 1373 (2001) en date du 28 septembre 2001, faisant obligation aux États d'adopter des mesures de lutte antiterroriste, et 1377 (2001) en date du 12 novembre 2001, reconnaissant entre autres la valeur de l'assistance et des pratiques optimales pour la lutte antiterroriste,

Réitérant ce qui est dit au paragraphe 17 de la section I de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993¹, à savoir que les actes, méthodes et pratiques de terrorisme sous quelque forme que ce soit et dans toutes leurs manifestations et leur lien, dans certains pays, avec le trafic de stupéfiants, visent l'anéantissement des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la démocratie, menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des États et déstabilisent des gouvernements

¹ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.



légitimement constitués, et que la communauté internationale doit prendre les mesures qui s'imposent pour renforcer la coopération en vue d'empêcher et de combattre le terrorisme,

Rappelant sa résolution 56/160 en date du 19 décembre 2001, et notant la résolution 2002/35 de la Commission des droits de l'homme en date du 22 avril 2002, intitulée « Droits de l'homme et terrorisme² »,

Réaffirmant qu'elle a condamné sans équivoque tous les actes, méthodes et pratiques de terrorisme comme criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motifs, les formes et les manifestations, le lieu et les auteurs, et se redisant déterminée à renforcer la coopération internationale en vue de combattre le terrorisme,

Soulignant que chacun doit pouvoir exercer tous les droits et libertés inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme³, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Rappelant qu'en vertu de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴, certains droits sont reconnus comme n'admettant aucune dérogation en aucune circonstance, et que toute dérogation aux dispositions du Pacte doit porter un caractère exceptionnel et temporaire, et ce dans tous les cas en vertu du même article,

1. *Affirme* que les États doivent faire en sorte que toute mesure prise pour combattre le terrorisme soit conforme à leurs obligations en droit international, respectant en particulier les droits de l'homme internationalement reconnus, le droit des réfugiés et le droit humanitaire;

2. *Demande* aux États de tenir compte dans la lutte antiterroriste des résolutions et décisions concernant la protection des droits de l'homme, et les incite à prendre en considération les recommandations émanant des procédures et mécanismes spéciaux de la Commission des droits de l'homme et les observations et vues pertinentes des organes créés par les instruments relatifs aux droits de l'homme;

3. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, recourant aux mécanismes en place :

a) D'examiner la question de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, en tenant compte d'informations provenant de toutes les sources pertinentes, notamment des gouvernements et des organisations internationales et non gouvernementales;

b) De formuler des recommandations concernant l'obligation qu'ont les États de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales tout en prenant des mesures contre le terrorisme;

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2002, Supplément No 3* (E/2002/23), chap. II, sect. A.

³ Résolution 217 A (III).

⁴ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

c) D'assurer aide et avis aux États, sur leur demande, ainsi qu'aux organes des Nations Unies;

4. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session et à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution.
